



**Association
pour le développement de
l'éducation en Afrique (ADEA)**



BANQUE MONDIALE

**Ministère de l'Éducation
Nationale du Mali**

**Conférence sur
les Enseignants Non-Fonctionnaires**
21 au 23 novembre 2004, Bamako, Mali

co-organisée par l'ADEA, la Banque Mondiale,
l'Internationale de l'Éducation et
le Ministère de l'Éducation Nationale de Mali

Document d'appui & Agenda

Document de Travail
en cours d'élaboration, Novembre 2004

Doc. A

1. Contexte

Réaliser les objectifs d'éducation pour tous d'ici 2015 représente un énorme défi pour la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne. Les contraintes liées à l'insuffisance des ressources ou à la forte croissance démographique sont souvent évoquées comme obstacles majeurs à surmonter. Toutefois l'examen des disparités entre les résultats enregistrés par les systèmes éducatifs disposant de ressources similaires révèle aussi l'importance des arbitrages et options de politiques, notamment, des choix de coût-efficacité dans l'utilisation des ressources.

Les pays francophones d'Afrique, en particulier ceux du Sahel compris dans la zone franc CFA, semblent éprouver ici les plus sérieuses difficultés. En effet, dans la sous-région, le coût d'un instituteur exprimé en PIB per capita est en moyenne beaucoup plus élevé (2 à 3 fois même au cours de l'année 2000), que dans les pays d'Afrique anglophone, ainsi que dans les pays à faible revenu des autres régions du monde. Comparativement aux autres pays, le recours à l'utilisation massive d'enseignants non-fonctionnaires dans les pays d'Afrique francophone au cours des 5-10 dernières années, semble être motivé par les contraintes budgétaires auxquelles doivent faire face les pays, mais également par une volonté des Etats d'inverser la tendance au déclin ou à la stagnation de la scolarisation primaire.

Dans les années 80 et au début des années 90, la stratégie consistant à massifier un modèle d'école conçu pour une élite a commencé à piétiner montrant ainsi ses limites. La recherche d'un modèle plus adapté aux besoins et aux ressources des pays a mis à l'ordre la nécessité de promouvoir des réformes majeures. En fonction des contextes nationaux, celles-ci concernent aussi bien l'orientation, la structure et le fonctionnement du système, que son mode de gestion et de financement.

Dans ce mouvement sont soulevées les questions relatives au curriculum, aux langues d'instruction et à la pédagogie tout comme celles portant sur l'utilisation plus efficace des ressources existantes (classes à double flux, classes multigrades...). Mais, concernant la réalisation de l'objectif d'éducation pour tous, c'est l'équation posée par le recrutement d'enseignants en nombre suffisant et en qualité qui figure parmi les questions les plus ardues. A l'échelle de l'Afrique au sud du Sahara, il est question de recruter quelque 4 (quatre) millions d'enseignants d'ici 2015 pour pouvoir atteindre les objectifs de scolarisation primaire universelle. Pour y faire face, plusieurs pays du Sahel expérimentent le recrutement et la mise en service de « nouveaux enseignants ». Derrière de multiples vocables, volontaires de l'éducation, maîtres contractuels, maîtres communautaires, il s'agit essentiellement de recourir à un personnel enseignant non-fonctionnaire à moindre coût afin d'être en mesure d'élargir l'accès et de répondre aux besoins de massification et de démocratisation de l'éducation.

A défaut de pouvoir augmenter de manière suffisante les ressources ou de réviser à la baisse les objectifs de scolarisation, les pays s'efforcent donc de réduire les coûts unitaires dans lesquels la marge de manoeuvre la plus importante est représentée pour les coûts des enseignants. Evidemment une telle option n'est pas sans risques. A côté des risques politiques sont souvent évoqués des risques sociaux et ceux liés à la qualité qui menaceraient la stabilité des systèmes. En dépit de ces interrogations, le recrutement de « d'enseignants non-fonctionnaires se poursuit et, dans certains pays, il tend à devenir le mode principal, voire unique de recrutement. Cette stratégie a permis de résorber le déficit de scolarisation et parfois à renverser la tendance à la déscolarisation constatée dans certains pays. Au

Sénégal, par exemple, cette politique a favorisé un accroissement exceptionnel de 26 points du Taux Brut de Scolarisation (TBS) en l'espace de 10 ans, soit une croissance moyenne de 2,6 points par an¹. Lorsqu'on sait qu'avant cette politique, la tendance était au déclin et que le pays perdait 1 point de TBS par an, on mesure encore mieux un tel impact.

L'exemple du Niger, *qui a adopté le Fast Track initiative*, illustre également l'impact positif d'une telle politique dans l'effort de scolarisation.

Cependant, avec le temps, ces « enseignants non-fonctionnaires » vont constituer la majorité du personnel. Il en découle une recomposition du corps enseignants. Cette nouvelle situation mérite d'être évaluée en profondeur pour examiner les problèmes qu'elle soulève en termes d'impact sur la mobilisation du corps enseignant et sur les performances des systèmes éducatifs.

C'est à cette condition que pourront être formulées et mises en œuvre des stratégies permettant d'apporter des réponses durables au recrutement et à la mise en service de ces enseignants de façon à assurer la marche vers les objectifs de 2015.

2. Objectifs

L'objectif général de la Conférence est de favoriser l'identification des défis majeurs posés par les expériences en question et la recherche concertée de solutions à y apporter de façon à créer les conditions de durabilité des expériences de recrutement et de mise en service d'enseignants non-fonctionnaires.

A cette fin la Conférence visera spécifiquement à :

- Faire l'état des lieux sur les enseignants non-fonctionnaires dans les pays concernés ;
- Identifier les défis majeurs posés par ces expériences ;
- Favoriser le dialogue entre les pays et entre les principaux acteurs, notamment entre les gouvernements et les syndicats d'enseignants pour la recherche de solutions durables ;
- Promouvoir une collaboration entre les pays concernés en vue d'échanges et de partage sur les bonnes pratiques.

3. Préparation de la Conférence

Quatre études sont en cours et leurs résultats devraient alimenter les discussions :

- Etude sur la situation des enseignants non-fonctionnaires par Alain Mingat ;
- Etude sur la formation et la gestion des enseignants du primaire en Afrique de l'Ouest par Martial Dembélé ;
- Etude du PASEC sur les résultats de l'apprentissage en relation avec les différentes catégories de maîtres ;
- Etude de l'IIPE sur l'utilisation des maîtres contractuels dans des pays non-francophones.

¹ Journal le Soleil, édition du Samedi 21 août 2004 ; article de Sadibou Marone

En plus des études qui seront présentées et pour soutenir l'échange d'expériences entre pays, nous voulons demander à chaque délégation participant de produire un document sur les questions suivantes :

- Contexte et justificatifs ayant nécessité le recrutement de ces enseignants ;
- Conditions de recrutement de ces enseignants (niveau académique, modalités de sélection, formation initiale...);
- Modes de gestion de ces enseignants (types de contrats, déploiement, administration, paiement des salaires etc...);
- Conditions d'emploi (salaires offerts, plans de carrière, modalités de promotion, formation continue, divers soutien etc...);
- Eléments de bilan (nombre actuel, impact sur la scolarisation, acquis positifs, défis posés...);
- Rôle joué par les syndicats d'enseignants dans la conception et la mise en œuvre de la nouvelle politique de recrutement;
- Perspectives (développements envisagés en termes de nombre, de qualification, de promotion socio-professionnelle et autres);
- Autres observations et remarques utiles.

4. Participants

Seront invités à participer à la Conférence des pays francophones confrontés aux expériences de recrutement de ce type d'enseignants : Benin, Burkina Faso, Cameroun, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad. Les délégations des pays devront comprendre les représentants des principaux secteurs concernés: Ministères de l'Education nationale, Ministères des Finances, Ministère de l'Emploi et de la Fonction Publique, Syndicats d'enseignants et Associations de Parents d'élèves.

Les niveaux de représentation visés dans chaque pays sont ainsi suggérés :

- Ministère de l'éducation : le Ministre et le Directeur de la planification ;
- Ministère de l'Economie et des finances : le Directeur du budget
- Ministère de l'emploi : le Directeur de l'emploi ou de la Fonction Publique
- Syndicats d'enseignant : le Secrétaire général ou le Président et un responsable des revendications des enseignants du primaire ;
- Associations de parents d'élèves : le Président ou le Secrétaire général.

Les agences de développement qui soutiennent l'éducation en Afrique seront également invitées. Il est souhaité en particulier que l'UNICEF, l'UNESCO, l'AIF, la Coopération française et l'ACDI y participent.

5. Rapport final

Les conclusions de cette rencontre seront consignées dans un rapport final ainsi que les études de cas nationales pour une large diffusion.

6. Agenda

21 novembre

09h - 10h30	Cérémonie d'ouverture
10h30 - 11h00	Pause-café
11h00 – 11h15	Introduction - Mamadou Ndoye
11h15 – 12h15	Séance plénière sur l'état des lieux <i>Présentation: Alain Mingat, Banque Mondiale</i>
12h00 - 13h15	Séance plénière sur l'impact de la recomposition du personnel enseignant <i>Présentation: Martial Dembélé & M'hammed Mellouki, UQAM</i>
13h15 - 14h30	Pause-repas
14h30 - 15h30	Problématique des nouveaux enseignants au regard des résultats de l'apprentissage <i>Présentation: Jean-Marc Bernard, PASEC</i>
15h30 - 16h00	Pause-café
16h00 - 18h00	Echanges d'expériences entre pays (10-15 minutes par pays) <i>Présentation: 10-15 minutes par pays</i>
18h00 – 18h30	Lancement de l'édition 2005 du prix africain du journalisme d'éducation - Akintola Fatoyinbo

9h - 11h	Echanges d'expériences entre pays (suite) <i>Présentation: 10-15 minutes par pays</i>
11h - 11h30	Pause-café
11h30 -12h30	Expériences d'ailleurs <i>Présentation: Yael Duthilleul, IPE</i>
12h30 -13h30	Principales conclusions sur l'état des lieux (tendances, succès, défis)
13h30 - 14h30	Pause repas
14h30-18h30	Ateliers thématiques parallèles Atelier 1 : Recrutement, formation, mise en service et soutien pédagogique : défis et stratégies Atelier 2 : Contrats, plans de carrière, modes de promotion et soutiens matériels divers : tendances et évolutions Atelier 3 : Gestion de la recomposition du corps enseignant et de ses perspectives de développement : objectifs à viser, stratégies et transitions vers la durabilité. Finalisation des rapports des ateliers
19h00-	Le Cocktail – Ministre de l'Education Nationale du Mali

9h - 11h	Table-ronde sur les résultats des ateliers (15 mn par atelier)
11h - 11h30	Pause-café
11h30 - 13h30	Travaux de groupes :Leçons tirées par et pour chaque pays (Première heure : leçons par pays / deuxième :mise en commun par groupe de 3 pays)
13h30 - 14h30	Pause-repas
14h30 - 16h	Présentation et discussions des leçons tirées par les groupes
16h- 16h30	Pause-café
16h30 - 17h30	Evaluation et suivi de la Conférence
17h30 - 18h	Cérémonie de clôture <ul style="list-style-type: none">- Communiqué- Discours de clôture